

**ANALYSE. PHILIPPE RENAUDI** président de la CCIR PACA - Chambre régionale de commerce et d'industrie

# Entre effet rattrapage et ressources qui s'épuisent, l'économie au milieu du gué

Premier point de conjoncture pour le nouveau président de la CCIR, à l'heure où l'embellie économique s'assombrit un peu devant quelques menaces annexes qu'une croissance molle ne pourra absorber.

## A l'instant T, la situation économique ?

La CCIR a réalisé une enquête auprès de plus de 2.000 entreprises, et apparaissent quelques écueils, notamment sur le flanc des Travaux publics. Ce qui s'explique en grande partie par les élections présidentielles qui se rapprochent... Sur les autres activités, les problématiques d'approvisionnement et de recrutement se confirment depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2021. Ce qui freine la reprise attendue, même si cette reprise est sensible.

## Un mauvais curseur pour l'industrie...

Oui, en priorité, surtout si on cumule ces problématiques avec les remboursements de PGE (voir plus bas, ndlr).

## Que faudrait-il pour redresser la barre ?

Sortir du Covid. Le fait est que quelques prospectives à court terme sont encourageantes, certains politiques du département parlent même d'un arrêt de la circulation dès le mois de mars... C'est bien sûr à confirmer. Mais quand bien même, la sortie de crise sanitaire ne signifierait pas la fin de la crise en général, il faut prendre en compte l'inertie naturelle qui suit ce genre d'épisode, avec un bon trimestre de latence en perspective. D'ailleurs on le voit bien, certains pays, sur le volet touristique notamment, sont en train de se repositionner, déjà aujourd'hui, avec la reprise franche des liaisons aériennes

par exemple. Il faudra aussi tenir compte des organisations de travail, à repenser. Pour les ETI et les grands groupes, ce sera forcément compliqué.

## Aussi compliqué que de recruter ?

C'est un vrai problème, pointé du doigt par 33% des entreprises que nous avons interrogées en région. Un pourcentage qui s'est sans doute renforcé depuis décembre dernier dans les métiers en tension, je pense à l'hôtellerie-restauration, à l'événementiel... Mais toutes les filières en souffrent, on le voit dans la tech, dans l'industrie, c'est un problème qui dépasse les frontières régionales, mais qui ici, est encore plus sensible, exacerbé par la cherté de la vie qui impacte la mobilité.

## Côté difficultés d'approvisionnement ?

Elles concernent, toujours selon notre sondage, 40% des entreprises, jusqu'à 61% dans le BTP. Les livraisons de matériaux prennent du retard, juste assez pour gripper la production... Mais surtout, la flambée des prix du carburant -et de l'énergie en général- est plus qu'inquiétante, y compris sur le flanc de la compétitivité de nos entreprises. De la même manière, on parle beaucoup de revalorisation des salaires au niveau national, avec des négociations en cours qui annoncent jusqu'à 16% d'augmentation sur la restauration, mais ça ne concernera sans doute pas les petites structures.



## Le pass vaccinal ?

En bons soldats, nous nous y plions. Mais pour certaines entreprises, en particulier celles qui reçoivent du public, c'est clairement un écueil de plus... Et sans doute aucun une nouvelle baisse de fréquentation à digérer. A mettre en perspective avec la (très) mauvaise anticipation du gouvernement quant aux proto-

coles sanitaires applicables dans les établissements scolaires, qui augmentent encore un taux d'absentéisme déjà important au sortir des contaminations Omicron. La plupart des entreprises en souffrent. Des mesures qui se sont un peu assouplies aujourd'hui, et les syndicats patronaux y sont sans doute pour quelque chose via leurs alertes.

## "REPRENDRE LA LUMIÈRE À PARIS"

**Dans ses fonctions consulaires, Philippe Renaudi mise sur deux lignes directrices majeures : "j'ai trouvé à la CCIR un service international très développé, mature, efficient. Sud-PACA est même la première région de France en termes d'objectifs atteints sur l'accompagnement des entreprises à l'export."** Deuxième axe, une mutualisation des services qui paradoxalement garantirait la pérennité des CCI territoriales, en leur adjuvant des spécialités bien ciblées.

**La semaine passée, la CCIR accueillait Alain Di Crescenzo, candidat à la présidence de CCI France (élection le 25/01, seul postulant). L'occasion pour Philippe Renaudi de proposer l'entrée au bureau national de Jean-Luc Chauvin, président de la CCI marseillaise. Ce qui porterait à deux les sièges Sud au Comité directeur, Philippe Renaudi étant statutairement déjà confirmé.**

## La croissance ?

Mieux vaudrait parler sans doute de stabilité, si on prend en compte tous les paramètres. Les carnets de commandes n'ont pas trop souffert a priori, mais en tenant compte du rattrapage sur les périodes d'inactivité. La vraie croissance n'est pas si extraordinaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE AUZIAS



## Des échéances qui se compliquent...

● Pour Philippe Renaudi, les problèmes sont devant nous : "beaucoup d'entreprises ont emprunté, via le PGE, 25% de leur chiffre d'affaires (soit trois mois de CA), qu'il va maintenant falloir rembourser sur 4 ans, à partir de ce mois d'avril." Certains segments d'activité, tels l'hôtellerie, la restauration, l'événementiel, le pourront-ils, avec des activités encore dégradées ? "Il faut de la trésorerie pour rembourser, or la saison, même honorable sur juillet

et août, a été bien trop courte pour permettre à cette trésorerie de se reconstituer." Bruno Le Maire a bien annoncé que le remboursement des PGE pourrait être étalé sur dix ans, via la médiation du crédit, annonce qui avait séduit le monde patronal. Mais à y regarder de plus près (et le Medef s'en est chargé), ces remboursements lissés sur une décennie ne concerneraient qu'un nombre restreint de filières. "Presque 700.000 entreprises ont fait appel au dispositif de

Prêt Garanti par l'Etat, à 88% des TPE. Sur ces 693.000 structures exactement, celles qui pourraient profiter de ce report sur dix ans ne seraient que 25.000 à 30.000, des commerçants, des artisans et des restaurateurs, évidemment très impactés pour la plupart d'entre eux." Un ciblage qui interpelle. Et qui inquiète. "Bercy estime à 300M€ les PGE concernés, sur les milliards accordés via l'ensemble du dispositif." Et pour le président de la CCIR, si les délais de paiement

n'ont paradoxalement pas encore explosé, c'est bien grâce à ces PGE salvateurs. Pour l'instant... "Il y a aussi de très grosses boîtes qui ont fait appel au PGE, type Pierre & Vacances ou Europcar, eux-aussi vont devoir commencer à rembourser, sur des filières encore fragiles. Il semblerait que Bercy ait déjà commencé à négocier avec les banques sur des conversions en actionnariat indirect. Un peu comme une nationalisation forcée au final." Encore un effet secondaire à surveiller.